

Distribution de la m-assurance :

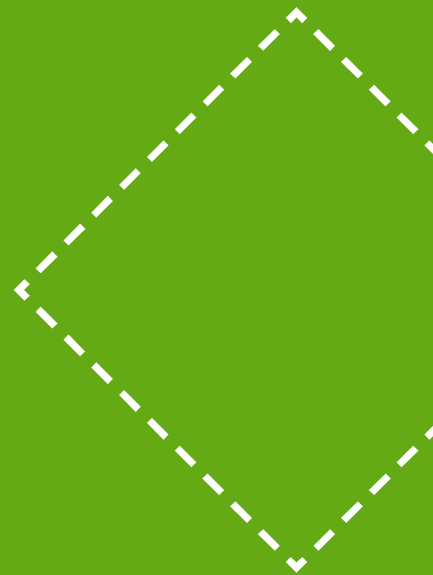
Table ronde avec l'industrie



**Munich Re
Foundation**
From Knowledge
to Action

Introduction

Se base sur les conclusions de l'atelier de travail organisé par CIMA-A2ii les 16 et 17 mai 2016 sur la « Réglementation de l'assurance mobile »



Risques identifiés au Ghana

- **Risque lié à la valeur pour le client** (par exemple, les souscripteurs ne sont peut-être pas sensibilisés aux produits – d'où basse fréquence des demandes d'indemnités et *faible taux d'indemnisation*)
- **Risque prudentiel de l'assureur** (par exemple, les primes que l'assureur reçoit de l'ORM (opérateur de réseau mobile) ne sont pas conformes aux règles actuarielles.)
- **Risque lié au canal de distribution** (par exemple, les arguments commerciaux actuels ne sont pas aussi convaincants que prévu) -> *il est difficile de convertir en clients payants les clients de l'assurance basée sur la fidélité*
- **Risques de marketing** (par exemple, le *produit n'est pas expliqué correctement*)
- **Risques juridiques** (par exemple, protection des données)
- **Risque lié au système** (par exemple, panne technologique)
- **Risque de manquement d'une tierce personne** (par exemple, forte dépendance de l'assureur vis-à-vis de ses partenaires)

Source : Projet de rapport – Atelier de travail organisé les 16 et 17 mai 2016 par CIMA - A2ii sur la « Réglementation de l'assurance mobile » – GIZ Ghana 2015

Trois principaux modèles commerciaux d'assurance mobile

Piloté par l'assurance

L'assureur prend les commandes tandis que l'ORM joue un rôle passif, fournissant l'infrastructure de l'opérateur mobile et/ou de la monnaie mobile. Dans la plupart des cas, l'ORM facilite généralement l'accès aux mécanismes de paiement, comme la déduction du temps de connexion, la monnaie mobile ou les paiements en espèces, et fournit une assistance ou marketing limité ou non complémentaire pour générer le revenu des transactions.

Piloté par l'ORM

L'ORM dirige et oriente l'initiative. Dans le modèle d'assurance mobile basée sur la fidélité, l'ORM paie des primes au nom de ses clients. L'assureur, à son tour, est autorisé à utiliser les données de l'ORM pour cibler et recruter les clients. Dans ce modèle, l'ORM offre la force considérable de sa marque en encourageant à adopter l'assurance pour générer des revenus directs et/ou des prestations adjacentes, comme l'augmentation des revenus moyens par utilisateur (ARPU), la réduction de la perte de clientèle et l'amélioration de leur image de marque.

Piloté par le PST ?

Source : Projet de rapport – Atelier de travail organisé les 16 et 17 mai 2016 par CIMA - A2ii sur la « Réglementation de l'assurance mobile »

Interactions avec une autre réglementation



Source : Projet de rapport – Approches réglementaires A2ii

Différentes approches réglementaires

Réglementer la micro-assurance mobile est souvent plus complexe, *car divers autorités de réglementation et de surveillance y participent, y compris les autorités des banques centrales et celles de télécommunications ainsi que les autorités compétentes en matière de protection des données.*

Possibilités de réglementation

- **Développer (séparément) la réglementation de l'assurance mobile**
 - **Intégrer dans une réglementation existante**
 - **Pas besoin de mesure dans l'immédiat**
 - **Tester et apprendre** : développer et accroître les produits dans des conditions soigneusement contrôlées et suivant les conseils donnés par le superviseur
 - **Autres approches ?**
 - **(Ne pas autoriser l'assurance mobile...)**
-

Discussion avec les panélistes



Questions clés cycle 1 – opinion de l'industrie sur les questions suivantes :

- 1) Quels sont les principaux problèmes/thèmes/défis que la réglementation doit prendre en considération ? Où la « non-réglementation » entrave-t-elle le développement du marché ?
- 2) De quoi l'industrie a-t-elle besoin de la part de l'autorité de réglementation pour accéder à un marché (ou développer plus rapidement le marché) et mettre au point de bons produits ?
- 3) Où se situent, d'après vous, les principaux obstacles réglementaires ?
- 4) Quelle approche devrait être adoptée ?

Questions clés cycle 2 : Sujets abordés dans l'atelier de travail CIMA-A2ii

Quel est le point de vue de l'industrie sur les points suivants :

- 1) Devises mobiles : monnaie mobile, temps de communication, etc. Que devrait-on autoriser ?
- 2) Signatures électroniques et dématérialisation des contrats : de quoi a-t-on besoin ?
- 3) Qui supervise les prestataires de services techniques ?
- 4) Valeur pour le client : comment l'industrie peut-elle (ou pourrait-elle) « s'autoréglementer » et s'assurer que le client bénéficie d'un bon rapport qualité-prix ?
- 5) Protection des données du consommateur : qui est responsable ?

Merci !
Dirk Reinhard
Vice-président
Munich Re -

dreinhard@munichre-foundation.org

